

*l'Anti*capitaliste

n°807 | 2 juillet 2026 | 2€

l'hebdomadaire du NPA ~ L'ANTICAPITALISTE



LE
CAPITALISME
BRÛLE NOS VIES
ET LA PLANÈTE

VITE, L'ÉCOSOCIALISME!

ZOOM

Canicule. Écoles en surchauffe, élèves et personnels en danger

Page 3

ARGUMENTS

En campagne pour battre l'extrême droite par nos luttes et dans les urnes, pour la victoire de notre camp social!

Pages 4-5

INTERNATIONAL

Ukraine. Pas de combat antiguerre sans soutien à la résistance

Page 6

CHAMP LIBRE

Entretien avec deux militantEs du collectif Méga Canal non merci

Page 8

Édito

Prévenir plutôt que pleurer

Par AURÉLIANNE ABITBOL
et HÉLÈNE GUEVARA

Chaque année, il y a en France plus de 114 000 mineurEs victimes de violences physiques et plus de 160 000 enfants victimes de violences sexuelles. Dans 8 cas sur 10, elles sont commises par un membre de la famille ou par un proche. En 2022, 60 enfants sont morts sous les coups dans leur cadre familial.

Ces chiffres, sous-estimés, signalent un phénomène massif, loin de l'image du prédateur isolé et « monstrueux ». Les révélations sur des établissements scolaires, des clubs, des structures périscolaires ou des institutions religieuses confirment que ces violences sont structurelles.

Lorsque l'enfant parle, il se heurte souvent au déni. Sa parole est présumée influençable et mensongère. Ainsi, des alertes précèdent souvent les drames ; mais elles sont minimisées ou niées. L'omerta et l'impunité sont au cœur du système de domination adultiste, dans lequel les adultes disposent d'une autorité considérée comme naturelle et absolue sur les enfants.

Les actes les plus graves ne naissent pas de rien : il y a un continuum entre les différentes formes de violence. Partout, c'est la même logique qui considère les enfants comme des objets ou des êtres inférieurs en dignité. La « dépendance » des enfants est utilisée pour justifier le contrôle et la violence des adultes. C'est le même système qui tolère les violences éducatives ordinaires et qui produit les agressions physiques et sexuelles contre les enfants, l'exploitation sexuelle de plus de 11 000 mineures, les violences meurtrières contre les enfants racisés, qui fait dormir des enfants dans la rue par 40°C, qui place des enfants dans des hôtels pendant des mois, qui exclut les enfants handicapés et malades de l'éducation, qui les place en centre de rétention administrative...

Il y a urgence à une véritable politique contre les violences. Cela suppose des moyens massifs pour la protection de l'enfance, une justice capable de traiter les signalements, des professionnelLEs forméEs, une éducation au consentement et aux droits des enfants, ainsi qu'une culture qui apprenne aux adultes à écouter. Cela suppose aussi de respecter les droits de tous les enfants : mineurEs isoléEs, enfants handicapés, migrants, racisés. Tant que les violences faites aux enfants seront perçues comme des drames isolés plutôt que comme le produit d'un ordre social qui naturalise leur domination, nous continuerons à pleurer après coup ce que nous refusons de prévenir.

Bien dit

Le déni climatique est décrété par la plus haute sphère du pouvoir juridique

Le collectif LA VOIE EST LIBRE a réagi à la décision du Conseil d'État, le 29 juin, de valider l'autorisation environnementale de l'A69, autoroute écocide entre Toulouse et Castres, destructrice de zones humides, de terres agricoles, d'arbres, d'écosystèmes et de nappes phréatiques. Le même jour, le Sénat débattait de la réintroduction de l'acétamipride et du flupyradifurone, pesticides dangereux pour les pollinisateurs, la biodiversité et la santé humaine. En pleine canicule, les pouvoirs confirment qu'ils nous poussent vers l'abîme.

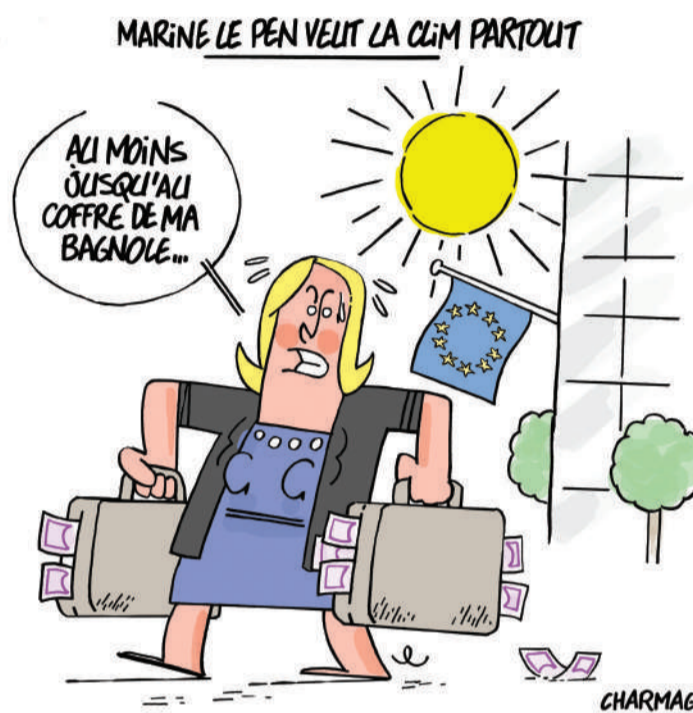
CANICULE Juin 2026, la France brûle. Qui aurait pu prédire ?

90 départements en vigilance orange, 49 en rouge. Près de 500 records. 44,1°C à Saumur. Santé publique France annonce provisoirement 1 000 décès supplémentaires.

Le SAMU de Paris recensait 109 morts le 27 juin, contre 7 habituellement. 55 noyades entre le 18 et le 25 juin — des gens qui cherchaient à fuir la chaleur. Pendant ce temps, le gouvernement organise des réunions avec climatisation et Nuñez répond : « Non, ce n'est pas un fiasco. Nous étions préparés. » On transmettra aux familles. Lecornu convoque la « responsabilité individuelle » — cette vieille rengaine libérale qui transforme chaque catastrophe systémique en faute personnelle. Si vous crevez de chaud, c'est que vous n'avez pas bu assez d'eau.

Ils savaient. Ils savent encore et ne font rien.

En 1988, le GIEC est mis en place avec plus de 2 500 scientifiques. Ses conclusions sont sans ambiguïté. 36 ans de rapports, de conférences, de COP — et chaque fois le même constat : les gouvernements ne sont pas à la hauteur. En 2021, le secrétaire général de l'ONU qualifiait le 6^e rapport d'« alerte rouge pour l'humanité ». Pendant ce temps, les émissions fossiles ont continué d'augmenter. C'est le résultat de choix politiques au profit de ceux qui lobbyisent à Bruxelles, financent les partis et siègent



dans les conseils d'administration. La science criait, l'industrie fossile murmurait à l'oreille des ministres.

Pendant qu'on brûle, un sommet d'extrême droite européen louait le pétrole : « le climat n'est pas un gros problème ». Où trouvent-ils toute cette énergie ?

Lecornu annonce 100 millions pour les hôpitaux — pour acheter des climatiseurs alors qu'on aurait dû isoler depuis vingt ans. Édouard Philippe propose de « doubler » le Fonds vert pour financer la climatisation des lieux publics. Le nucléaire pour combattre les effets des énergies fossiles. Le capitalisme dans toute sa cohérence circulaire. À quand un plan massif d'isolation des hôpitaux et des écoles ?

Le Fonds vert saigné, les lois écocides votées

Le Fonds vert est passé de 2,5 milliards en 2024 à 837,5 millions en 2026 — une coupe de deux tiers, en pleine accélération climatique. Le ministre le justifiait par « l'état des finances publiques » — ces finances qui ont permis des milliards de cadeaux aux riches et de subventions aux fossiles. Les caisses sont vides, mais toujours dans le même sens. Pendant que Macron défendait ses neuf années de bilan devant un Conseil des ministres sans aucune mesure d'urgence, son gouvernement votait des lois écocides : la loi Duplomb réintroduisant les néonicotinoïdes qui ravagent nappes phréatiques et cours d'eau, facilitant les

mégabassines, remplaçant les sanctions pénales pour destruction d'espèces protégées par une amende de 450 euros — éventuellement un stage de sensibilisation. La directive européenne sur la criminalité environnementale est toujours en attente. Aucune condamnation pour écocide en France à ce jour. Sabrer les outils de protection du vivant d'une main, exiger des individus d'être « responsables » de l'autre.

Ce qui brûle, c'est un système ; notre réponse, c'est l'écosocialisme

Cette canicule est le produit d'un système qui privatise les profits et socialise les catastrophes. Si la trajectoire actuelle se maintient, la France file vers + 4°C d'ici 2100 et 23 382 morts liés à la chaleur par an — une guerre permanente contre les plus vulnérables. Nous refusons les faux choix entre l'austérité verte des libéraux et le déni climatique des fascistes.

Notre réponse : planification écosocialiste démocratique, isolation massive du parc immobilier sous contrôle public, sortie accélérée des fossiles avec reconversion des travailleurEs, mise sous tutelle collective de l'eau et de l'énergie, végétalisation et débétonnage massifs, taxation des superprofits. Sortir du capitalisme — pas le repeindre en vert.

Juin 2026 restera l'un des mois les plus frais du reste de nos vies. Pas une métaphore. Pas une projection. Une trajectoire. Il n'y a pas de plan de communication qui tienne face à 44°C. Il y a urgence à tout embraser. **Commission nationale écologie**

Acturama

LA PRÉFECTURE DE PARIS A INTERDIT LA MARCHÉ DES FIERTÉS DU 27 JUIN 2026,

sans concertation et à la dernière minute, au mépris des bénévoles mobiliséEs toute la semaine sous une chaleur accablante.

La canicule rend évidemment difficile la tenue d'une telle marche dans de bonnes conditions et impose de protéger la santé de toustes, en particulier des plus précaires et des personnes déjà fragilisées.

Pourtant, le travail, lui, n'est pas interdit, et les travailleurEs crèvent de chaleur au boulot. Et les raisons invoquées — hôpitaux saturés, personnels débordés — sont d'abord le résultat du



DOMAINE PUBLIC

productivisme capitaliste, de l'inaction gouvernementale et de la casse organisée du système de santé public.

Pour la Fashion Week, Louis Vuitton peut installer une vague artificielle géante ; pour nos fiertés et nos

vies, rien n'est prévu, sinon l'interdiction administrative. Nos vies valent plus que leurs profits !

CANICULE La santé des travailleurEs brûlée sur l'autel du profit

Face aux canicules, le gouvernement refuse d'imposer de véritables seuils de protection et renvoie les travailleurEs au « bon sens » patronal. Derrière les discours sur l'adaptation individuelle, une même logique : maintenir la production coûte que coûte, au mépris de la santé des salariéEs.

Dans un entretien au journal *le Monde* du 26 juin, Jean-Pierre Farandou, ministre du Travail, ex-patron de la SNCF, résumait l'enjeu pour la bourgeoisie : « On ne va pas arrêter la France à 30°C. »

« On ne va pas arrêter la France à 30°C »

Il s'opposait à l'inscription de seuils de température dans le Code du travail et ajoutait : « Si vous fixez 40°C, ça offrirait la possibilité de travailler jusqu'à ce seuil », alors que les références de prévention de l'Institut national de recherche et de sécurité (INRS) sont de 30°C pour une activité sédentaire et 28°C pour un travail physique. La veille, interrogé sur le malaise d'un chauffeur de bus à Paris, il s'éton-

nait pourtant que le véhicule ait pu circuler par cette chaleur. Sur RTL, il donnait des leçons de bon goût bourgeois sur la coupe des bermudas et l'allure des chemisettes tolérables en entreprise.

Comme pendant l'épidémie de Covid, le gouvernement renvoie les travailleurEs à leur capacité personnelle à supporter la chaleur au boulot, puisqu'il suffirait de « passer en mode canicule » selon sa communication, et en appelle au « bon sens » patronal — comme si les intérêts convergeaient.

Une réglementation qui ne protège pas

Le décret chaleur, en vigueur depuis le 1^{er} juillet 2025, s'avère sans réel effet pour protéger

les salariéEs. Il laisse à chaque employeur, individuellement, le soin d'évaluer les risques et de définir — ou pas — les mesures adaptées, sous le contrôle de l'inspection du travail, qui peut mettre en demeure et verbaliser en cas de carence... mais sans conséquence immédiate puisque le délai minimum d'exécution est fixé à huit jours. La portée du dispositif est limitée puisqu'il ne s'applique qu'en cas de vigilance jaune, orange ou rouge, alors que, selon le ministère du Travail, la majorité des accidents liés à la chaleur ont eu lieu hors période d'alerte.

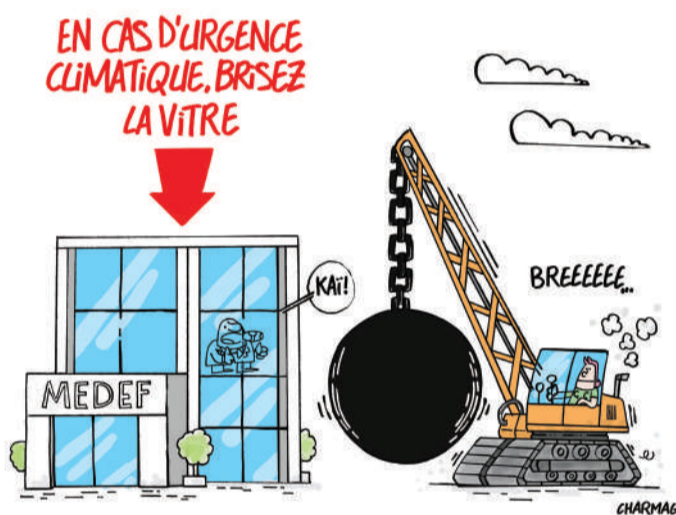
La France a pourtant ratifié en 1972 la convention n° 120 de l'Organisation internationale du travail, qui incite à éditer des normes de température selon l'activité et la nature des travaux. C'est le cas en Belgique, où des seuils collectifs de température (indice WBGT croisant température, humidité et rayonnement solaire) sont fixés selon la charge physique du travail. Les syndicats CGT et SUD de l'inspection du travail revendiquent de leur côté un pouvoir d'arrêter les travaux en cas de danger, procédure qui existe déjà en cas de constat d'un risque de chute de hauteur, quelle que soit l'activité. L'exposition à la chaleur au travail est donc un choix politique et conscient.

Retirer aux capitalistes le pouvoir de décider de nos vies

La canicule pose un problème aux capitalistes : elle éprouve physiquement les corps et donc la force de travail de l'ensemble du prolétariat, dont elle tire la survaleur, et nuit à la production agricole qui permet sa reproduction. Selon une étude de l'assureur-crédit Allianz Trade, la chaleur extrême pourrait coûter 206 milliards d'euros à l'économie française entre 2026 et 2030. La Banque centrale européenne chiffre à 1,5 % la perte de PIB deux ans après une canicule. La bourgeoisie montre cependant son incapacité totale à enrayer la catastrophe qu'elle provoque.

Au-delà des mesures immédiates de protection des travailleurEs, le mouvement ouvrier doit mettre à l'ordre du jour des revendications permettant d'agir sur les causes du dérèglement et revoyant l'organisation de la société de fond en comble, à commencer par une réduction massive du temps de travail couplée à d'autres mesures de justice fiscale et écologique pour éviter les effets rebonds. Retirer aux capitalistes le pouvoir de décider de nos vies est désormais une question de survie.

Commission intervention sur les lieux de travail



Il faut dire que l'absurdité de la situation devient difficile à nier : comment prétendre garantir l'égalité entre les candidatEs lorsque certainEs d'entre elleux doivent composer ou passer un oral dans des établissements transformés en fournaies ? Le dérèglement climatique provoqué par le capitalisme n'est plus une menace lointaine. Il est déjà là, dans les salles de classe, dans les cours de récréation minéralisées et dans les bâtiments mal isolés, hérités de décennies de sous-investissement. Les établissements ont été construits pour un climat qui n'existe plus.

La crise climatique dans les salles de classe

Les conséquences sont immédiates. Apprendre devient plus difficile, enseigner devient plus pénible, travailler devient parfois dangereux. Les enfants sont particulièrement vulnérables aux fortes chaleurs. Fatigue, déshydratation, difficultés de concentration, baisse des capacités d'attention et troubles du sommeil affectent directement les apprentissages. Les personnels sont eux aussi exposés à des conditions de travail dégradées, parfois pendant plusieurs heures d'affilée dans des salles surchauffées. Comme souvent, les premières victimes sont les classes populaires. CertainEs élèves rentrent chez elleux dans des quartiers déjà frappés par les îlots de chaleur urbains. La crise climatique renforce les inégalités sociales déjà existantes.

Le bâti scolaire n'est pas adapté

Dans de nombreux établissements, les températures dépassent dès le matin les

CANICULE Écoles en surchauffe, élèves et personnels en danger

Maintien des épreuves du baccalauréat et du brevet, fermetures ponctuelles d'établissements, conseils bidons : face aux températures de la semaine dernière, le ministre de l'Éducation nationale a fait l'aveu que les établissements scolaires ne sont plus adaptés au climat dans lequel nous vivons.

30°C (36 % d'humidité / 30,2°C dans un lycée de la banlieue de Rouen), culminent l'après-midi (34 % d'humidité / 35°C dans une école maternelle du Loir-et-Cher) et ne descendent pas la nuit (43 % d'humidité / 31°C dans un internat de l'Indre). Ces relevés sont directement faits par les personnels car il n'existe souvent aucun relevé officiel et systématique. Pourtant, aucunE salariéE ou élève ne devrait avoir à travailler plusieurs heures d'affilée dans des locaux surchauffés. Mais mesurer ne suffit pas. Ces relevés doivent déclencher des mesures automatiques de protection : adaptation des horaires, suspension des activités physiques, déplacement des cours vers des espaces plus frais, report des examens et, si nécessaire, fermeture des établissements.

Une catastrophe politique, pas une fatalité naturelle

Le gouvernement se contente alors d'organiser la pénurie : quelques consignes sanitaires, des recommandations de « bon sens » — certains rectorats se sont contentés

de conseiller aux candidatEs du brevet et du bac de prendre une gourde — et des adaptations locales censées compenser des décennies d'abandon du service public. Dans de nombreuses communes, ce sont des parents d'élèves qui se sont chargés de recouvrir les fenêtres ou de fournir des ventilateurs.

Il ne s'agit pas d'un problème technique mais d'un choix politique. Pendant des années, les gouvernements successifs ont réduit les dépenses publiques, fragilisé les collectivités territoriales et traité les services publics comme des coûts à maîtriser plutôt que comme des biens communs à protéger. Aujourd'hui, la facture de ces politiques est payée par les enfants et les personnels. Adapter l'école au réchauffement climatique exigera des investissements massifs : isolation thermique des bâtiments, végétalisation des cours, désimperméabilisation des sols, création d'espaces ombragés et de véritables refuges climatiques dans tous les quartiers populaires.

Commission nationale éducation

No comment

Le groupe le plus opprimé de la société occidentale, ce sont les hommes ordinaires

Le 22 juin, à Montréal, un homme a tué deux personnes dans la rue avant d'être abattu. Il avait laissé un manifeste masculiniste, selon lequel les « hommes ordinaires » seraient les victimes de l'émancipation des femmes. Lundi 29 juin, à Stade, en Allemagne, un homme a tué six travailleurEs d'un foyer pour mères et enfants dans lequel son ancienne compagne s'était réfugiée avec leur fille de 3 mois, dont il exigeait la garde. Le masculinisme tue.

Agenda

Jeudi 2 juillet, ciné-débat *Ukraine, les combattants anti-autoritaires*, Saint-Étienne (42).

À 19h30 au Méliès Jean-Jaurès, 10, place Jean-Jaurès. En présence des deux coréalisateurs, avec la participation au débat de Daria Saburova, chercheuse à l'Université centrale de Vienne, Pascal Bonnard, maître de conférences à l'Université Jean-Monnet de Saint-Étienne, et de militantEs du NPA-A et de BDS.

Samedi 4 juillet, marche des 10 ans pour Adama Traoré, Persan-Beaumont (95).

À 13h, gare de Persan-Beaumont.

Samedi 4 juillet, Grande marche citoyenne contre les violences sexuelles, Paris (75).

À 15h, à Bastille.

Samedi 4 juillet, réunion publique du NPA-A « Lutter contre l'antitsiganisme » avec Ritchy Thibault et Aurélie Garand, Blois (41).

À 17h30, salle Dorgelès, 18, rue Roland-Dorgelès à Blois.

9-12 juillet, mobilisation contre le canal Seine-Nord Europe, Hauts-de-France.

Manifestations, actions, village militant, débats et festivités...

Mardi 14 juillet, défilé internationaliste à l'appel de la Marche des Solidarités, Paris (75).

À 14h, à Bastille.

Du samedi 22 au jeudi 27 août, 18^e Université d'été du NPA-l'Anticapitaliste, Port-Leucate (11).

Au village vacances Rives des Corbières à Port-Leucate.

Pour annoncer un événement : agenda@npa-lanticapitaliste.org



Plus d'articles, plus d'actus, des vidéos, des analyses et des émissions sur

l'Anticapitaliste.org

l'Anticapitaliste l'hebdo du NPA

Rédaction :
redaction@lanticapitaliste.org

Diffusion :
diffusion@lanticapitaliste.org

Administration :
2, rue Richard-Lenoir, 93108 Montreuil Cedex

Numéro ISSN :
2269-3696

Commission paritaire :
1225-C-93922

Société éditrice :
Nouvelle Société de presse, d'audiovisuel et de communication.
SARL au capital de 3500€ (durée 60 ans).

Tirage :
1800 exemplaires

Directrice de publication :
Penelope Duggan

Secrétaire de rédaction :
Olivier Lek Lafferrière

Graphisme :
Ambre Bragard

Impression :
Rotographie, Montreuil-sous-Bois
Tél. : 0148704221
Mail : rotoimp@wanadoo.fr



Le NPA-l'Anticapitaliste adopte une orientation commune pour 2027

Les 27 et 28 juin s'est tenue la conférence nationale du NPA-l'Anticapitaliste, afin de définir les orientations de l'organisation pour l'élection présidentielle de mars 2027. Après plusieurs mois de débats et le vote des militantEs dans les AG locales, elle a permis l'adoption à l'unanimité d'une déclaration commune.

Les débats, engagés depuis plusieurs mois, avaient abouti à la présentation de quatre plateformes nationales, des textes proposant des orientations pour cette séquence, qui ont été soumises au vote des militantEs. Nous les avons présentées dans notre édition du 4 juin 2026 (dossier « Quelles orientations du NPA-l'Anticapitaliste pour la présidentielle ? », L'Anticapitaliste hebdo n° 803).

Pour préparer la conférence nationale, 661 camarades ont pris part aux votes dans 34 assemblées générales locales — soit une participation de 65,25 %, le NPA comptant 1070 membres répartiEs dans une centaine de comités.

À l'issue des votes des AG locales, la plateforme 1 a obtenu 241 voix, soit 37,60 %, et 34 déléguéEs; la plateforme 2, 15 voix, soit 2,34 %, et 2 déléguéEs; la plateforme 3, 238 voix, soit 37,13 %, et 34 déléguéEs; la plateforme 4, 126 voix, soit 19,66 %, et 18 déléguéEs. Deux plateformes locales similaires ont également obtenu chacune 9 voix, leur donnant droit à 1 déléguéE chacune. Au total, 90 déléguéEs ont ainsi été désignéEs. La conférence nationale a donc donné lieu à un travail d'élaboration collective visant à définir une orientation pour l'organisation, en tenant compte des équilibres exprimés par les votes des AG. Nous reproduisons dans nos colonnes la déclaration issue de la conférence nationale, adoptée à l'unanimité des 90 déléguéEs: 90 pour, 0 contre, 0 abstention, 0 NPPV (« ne prend pas part au vote »).

Des motions ont été adoptées concernant la mise en place, sans attendre, d'un comité de campagne pour notre organisation, ainsi que la désignation en septembre de porte-paroles chargéEs de porter nos orientations.

Une motion d'actualité, en solidarité avec le peuple vénézuélien frappé par un terrible séisme, a également été adoptée à l'unanimité.

Le NPA-l'Anticapitaliste s'engage donc dans cette séquence politique et sociale sur la base d'une orientation partagée, articulante trois dimensions principales: la nécessité de construire un large front antifasciste; une démarche unitaire en direction de la campagne de Jean-Luc Mélenchon; l'expression indépendante de ses propres orientations.

La rédaction

Anticapitalistes et antifascistes. En campagne pour battre l'extrême droite par nos luttes et dans les urnes, pour la victoire de notre camp social!

Afin de définir sa position pour les présidentielles 2027, une Conférence nationale du NPA-l'Anticapitaliste s'est réunie le 27 juin 2026. Elle a réuni ses délégué-e-s, représentant les militantes et militants du NPA-l'Anticapitaliste qui ont débattu et voté dans les assemblées générales réunies dans le courant du mois de juin.

UN SYSTÈME À BOUT DE SOUFFLE

Le système capitaliste menace l'existence de l'humanité tout entière. Ce système est le premier responsable de la crise climatique. Les capitalistes exigent toujours plus de reculs sociaux, toujours plus de perfusions d'argent public pour redresser leurs profits. Ils poussent maintenant à l'expansion sans fin des dépenses militaires et à la multiplication des guerres impérialistes contre les peuples.

Les dirigeants à leur service, tout particulièrement Emmanuel Macron, sont discrédités et leurs politiques sont massivement rejetées par les travailleurEs et les jeunes. Mais d'autres, plus dangereux encore, se proposent de les remplacer. Avec le soutien de pans entiers du patronat, l'extrême droite, les organisations néofascistes, progressent partout sur la planète. C'est l'expression politique de la radicalisation de la bourgeoisie. Lorsqu'elle parvient au pouvoir, non seulement l'extrême droite persécute les immigréEs, les personnes racisées, les LGBTI+, non seulement elle s'attaque aux droits des femmes, aux libertés d'organisation et d'expression, mais elle amplifie également l'offensive contre l'ensemble des travailleurEs et de leurs organisations au seul profit du capital. En France, le macronisme est en échec, et la droite a des difficultés à se recomposer. Elle cherche à le faire en se rapprochant de plus en plus des thèses de l'extrême droite. Une polarisation croissante entre le RN et la gauche antilibérale traduit les contradictions explosives qui sont latentes dans la société. De nombreuses luttes s'opposent frontalement aux classes dominantes et à leurs politiques: luttes écologistes contre les grands projets nuisibles et imposés, luttes féministes, antiracistes, LGBTI+, contre les violences sexistes et sexuelles faites aux femmes et aux enfants, luttes des quartiers populaires, luttes des travailleurEs pour défendre nos retraites, l'assurance chômage, la santé, la Sécurité sociale... Mais elles peinent à obtenir des victoires face à un pouvoir plus déterminé que jamais à préserver ses intérêts.

LE DANGER DE L'EXTRÊME DROITE

Pour les militantes et militants du NPA-l'Anticapitaliste, l'élection présidentielle de 2027 et les législatives qui suivront ont une importance majeure, puisque pour la première fois le Rassemblement national est en capacité de l'emporter. La situation est d'autant plus grave que la Constitution antidémocratique de la 5^e République offre d'innombrables possibilités au président pour imposer un pouvoir autoritaire.

Après s'être dotée, grâce aux médias contrôlés par les milliardaires d'extrême droite, des moyens d'imposer son hégémonie dans la société, après avoir acquis de nombreux sièges à l'Assemblée nationale et dans les municipalités, l'extrême droite fascisante de Bardella et Le Pen pourrait ainsi mettre la main sur l'appareil d'État et acquiescer le contrôle de la police, de l'armée et des institutions judiciaires. Il s'agit là d'un péril majeur pour les exploitéEs et les oppriméEs, pour le monde du travail et pour les raciséEs, les femmes, les personnes LGBTI+ et les minorités de genre



Photos: conférence nationale du NPA, PHOTO THÉÂTRE ROUGE / MARTIN NODA / HANS LUCAS

dont l'extrême droite est la pire ennemi. C'est aussi l'assurance de poursuivre et aggraver la course au basculement climatique. Toutefois, nous savons depuis la victoire électorale du NFP que le pire n'est jamais sûr et qu'il est possible de battre et de faire reculer l'extrême droite et ses idées mortifères.

UN FRONT UNIQUE ANTIFASCISTE

Réussir cet objectif n'est possible que si nous parvenons à réunir, le plus largement et le plus démocratiquement possible, l'ensemble du mouvement ouvrier et en particulier la gauche de rupture. Nous devons construire un front antifasciste capable de mobiliser les classes populaires afin de mettre en échec la marche du Rassemblement national sur l'Élysée. C'est pourquoi le NPA-l'Anticapitaliste appelle dès maintenant l'ensemble des militantes et des militants du mouvement social et syndical, de la gauche, des révolutionnaires et des écologistes à se mobiliser et à constituer, partout où c'est possible, des fronts d'action antifascistes, des comités contre l'extrême droite dans l'unité la plus large. Ces cadres de résistances seront indispensables quel que soit le résultat des prochaines élections. À ce titre, il faut ancrer cette politique dans la durée.

Construire la résistance à l'extrême droite est une préoccupation largement partagée dans des cadres locaux, des comités contre l'extrême droite, des secteurs intellectuels (CRACS), artistiques (« Dégager Bolloré », cinémas indépendants), des médias indépendants. Mais aussi par des secteurs militants dont nous sommes partie prenante: féministes, antiracistes, en défense des droits des personnes LGBTI+, écologistes, militantEs contre les grands projets nuisibles et imposés, et bien sûr les militantEs des organisations syndicales. Toustes partagent l'inquiétude du danger de l'extrême droite et œuvrent à des regroupements, comme celui du 13 juin initié par Attac, Copernic et Solidaires, pour une campagne antifasciste du mouvement social. Les militantEs du NPA-l'Anticapitaliste participent pleinement à un certain nombre de ces cadres qui seront nécessaires pendant et après les échéances électorales. Nous sommes convaincuEs que c'est aussi sur ce terrain électoral que doit se mener la lutte contre l'extrême droite.

Le NPA-l'Anticapitaliste mènera une campagne en propre avec des meetings, des réunions publiques, du matériel, pour porter la nécessité de ce front unique antifasciste.

UNE CANDIDATURE DE RASSEMBLEMENT POUR RÉPONDRE À L'URGENCE SOCIALE ET ÉCOLOGIQUE

Le NPA-l'Anticapitaliste n'a pas d'intérêts distincts de ceux de notre camp social: dans la situation politique actuelle, l'heure est à l'unité et non à la division pour porter un programme de rupture avec le libéralisme. Dans ce contexte, le NPA-l'Anticapitaliste ne présente pas de candidature à l'élection présidentielle, participe à la construction d'un front antifasciste large et œuvre à une candidature de rassemblement de la gauche de rupture. En regrettant l'absence actuelle de dynamique de front social et politique large, comme cela avait pu s'amorcer au moment du NFP, le NPA-l'Anticapitaliste fait le constat qu'à l'heure actuelle, la candidature de Jean-Luc Mélenchon est la mieux à même de rassembler les votes des classes populaires pour permettre à la gauche d'affronter l'extrême droite dans les urnes.

Nous agirons ces prochains mois pour la réussite de cette campagne. Nous engageons des discussions pour trouver un accord avec LFI et l'ensemble des organisations et courants de la gauche de rupture souhaitant s'inscrire dans la campagne Mélenchon. Un tel accord doit donner des garanties à l'ensemble des forces pour qu'elles y trouvent leur place. La France insoumise propose de mettre en place un comité politique et la constitution de comités de campagne à partir de ses groupes d'action. Tout en conservant son indépendance politique et organisationnelle, le NPA-l'Anticapitaliste propose de construire avec l'ensemble des forces parties prenantes à cette campagne, des cadres d'actions et de décisions collectives et démocratiques, et ce, à l'échelon local comme national. Nous agissons pour que ce processus intègre l'ensemble des forces qui avaient constitué un front social, politique et unitaire en 2024, notamment les organisations du mouvement social et syndical, ainsi que les forces et militantEs révolutionnaires. Ces



des salaires, le partage des richesses, le 100 % sécu, la retraite à 60 ans, le développement et la gratuité des services publics à la hauteur face à la crise, pour un droit au logement digne effectif pour toutes et tous, etc. ;

> face à la crise écologique, les transports publics gratuits, l'expropriation des multinationales, la sortie des énergies fossiles et l'arrêt du nucléaire, une décroissance écosocialiste pour sauver la planète et le vivant, car seule une socialisation de la production et de la reproduction sociale décidée par tous et toutes permettra d'éviter la catastrophe ; face à la crise démocratique, la suppression de la fonction présidentielle et la fin de la 5e République avec une assemblée constituante appuyée sur les mobilisations, contre les attaques liberticides et racistes ; pour l'égalité des droits, pour la liberté de circulation et d'installation et la régularisation des sans-papiers, contre les discriminations et l'islamophobie d'État ; pour l'autonomie de la jeunesse ; pour l'émancipation des femmes et des minorités de genre ;

> face à l'impérialisme et au colonialisme : pour une politique antimilitariste ; pour le droit à l'autodétermination des peuples et pour des solidarités internationalistes, de la Palestine à l'Ukraine, de l'Iran au Venezuela ; pour la décolonisation, à commencer par la Kanaky, et pour l'accession effective à l'indépendance de tous les peuples qui le revendiquent comme les peuples corse et basque.

Sur cette orientation, le NPA-L'Anticapitaliste organisera dès la rentrée une campagne dynamique, avec son matériel (livret programmatique, tracts, affiches, vidéos...) et une série de réunions publiques.

L'Université d'été du NPA-L'Anticapitaliste du 23 au 26 août sera un premier temps fort de débats avec les forces sociales et politiques disposées à construire un front antifasciste large articulé à la bataille présidentielle et législative.

La victoire de l'extrême droite et de la droite n'est pas inéluctable ! Mobilisons-nous pour redonner l'espoir à notre camp social pour s'affronter aux classes dominantes et à leurs politiques mortifères !

Paris, le 28 juin 2026



éléments sont essentiels dans la construction d'une dynamique militante et rassembleuse capable de barrer la route au Rassemblement national et de porter un espoir de changement pour des millions de personnes. La campagne doit permettre de mettre en mouvement notre camp social, de faire le lien entre les secteurs combattifs, de faire converger nos revendications pour s'affronter aux classes dominantes et faire face au danger de l'extrême droite sur le terrain comme dans les élections.

À l'issue des discussions qu'il mènera prochainement avec LFI et les organisations et courants de la gauche de rupture, le NPA-L'Anticapitaliste décidera des formes de son engagement dans la campagne et des modalités de son soutien à cette candidature.

UNITAIRES, INTERNATIONALISTES ET RÉVOLUTIONNAIRES

Le NPA-L'Anticapitaliste s'engage pleinement, dans la rue comme dans les urnes, dans la lutte antifasciste qui va s'ouvrir avec la campagne présidentielle.

Dans cette séquence politique et sociale, le NPA-L'Anticapitaliste continuera à faire entendre sa voix unitaire et révolutionnaire, son internationalisme pour l'autodétermination des peuples et ses aspirations à la démocratie la plus large. Nous continuerons à construire avec d'autres les luttes sociales, antiracistes, féministes, écologistes, internationalistes et contre toutes les oppressions.

Le programme porté par le NPA-L'Anticapitaliste s'inscrit dans le *Manifeste pour une révolution écosocialiste* de la IV^e Internationale. Nous porterons dans les débats programmatiques nos revendications pour un programme de rupture anticapitaliste, notamment :

> face à la crise économique, la réquisition des banques, la réduction du temps de travail et l'annulation des dettes publiques ; l'interdiction des licenciements et l'augmentation massive

BARDELLA, LE CANDIDAT DU PATRONAT



18^e UNIVERSITÉ D'ÉTÉ

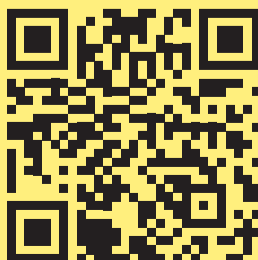
NPA
L'Anticapitaliste



ORGANISÉ PAR
L'Anticapitaliste

VIE DU NPA-A 
**Université d'été,
les inscriptions
sont ouvertes !**

L'université d'été est un moment de réunion incontournable juste avant la rentrée. Elle se tiendra du dimanche 23 au mercredi 26 août à Port-Leucate (Aude).



Infos et inscriptions :
<https://npa-lanticapitaliste.org/UDT2026>

AFRIQUE AUSTRALE Le Zimbabwe dans une zone de turbulence

La volonté du président de modifier la Constitution pour se maintenir au pouvoir divise profondément l'élite dirigeante et offre à l'opposition l'occasion de se reconstruire en proposant une alternative.

Le Zimbabwe, pays d'Afrique australe, est en agitation en raison du projet de loi *Constitution Amendment Bill No. 3*, connu sous l'acronyme CAB3, porté par le président Emmerson Mnangagwa.

Le CAB3

Cette réforme prévoit deux modifications majeures. La première consiste en une extension d'un an du mandat présidentiel, ce qui repousserait la fin du mandat de Mnangagwa à 2030. La seconde prévoit que le président ne serait plus élu au suffrage universel, mais par le Parlement. Un tel mode de désignation favoriserait le clientélisme. Les candidats potentiels n'hésiteraient pas à monnayer les voix des parlementaires afin d'assurer leur élection. En outre, cette modification constitutionnelle pourrait être utilisée pour remettre les compteurs à zéro, ouvrant ainsi la possibilité pour Mnangagwa de briguer un nouveau mandat.

De tels changements devraient normalement faire l'objet d'un référendum, voire de deux distincts : l'un sur la prolongation du mandat présidentiel, l'autre sur le mode d'élection du chef de l'État. La Cour constitutionnelle, largement inféodée au pouvoir, en a décidé autrement. Elle considère qu'une simple majorité parlementaire suffit à adopter ces modifications.

Divisions au sein de l'appareil d'État

Ces tentatives de modification entraînent de profondes fractures au sein du parti au pouvoir, la ZANU-PF. Emmerson Mnangagwa est arrivé à la présidence en renversant Robert Mugabe, promettant à la population davantage de démocratie et une amélioration de la situation économique grâce à l'ouverture de négociations avec le Royaume-Uni et les États-Unis afin d'obtenir la levée des sanctions économiques.

Ces espoirs ont été de courte durée. Les libertés démocratiques ont continué à être malmenées. Il est vrai qu'il était difficile d'attendre autre chose d'un homme qui, dans les années 1980, a été le principal responsable des massacres de milliers de personnes dans le Matabeleland. Quant à la situation économique, elle s'est encore dégradée sous l'effet de la corruption et des prédatations de l'élite dirigeante.

Plusieurs responsables de la ZANU-PF, dont le vice-président Constantino Chiwenga, artisan du renversement de Mugabe, se sont opposés frontalement à cette réforme. Selon plusieurs sources, un accord, non respecté, prévoyait qu'à l'issue du premier mandat de Mnangagwa le pouvoir serait transféré à Chiwenga. Face à cette opposition interne, la présidence a écarté plusieurs cadres jugés hostiles, notamment le chef d'état-major des armées, Anselem Sanyatwe, afin de prévenir toute tentative de coup d'État. Parallèlement, elle poursuit la réduction de l'espace démocratique au Zimbabwe.

Une opposition en quête de reconstruction

Les organisations de la société civile ne s'y sont pas trompées : cette réforme représente un net recul des libertés publiques. Depuis plusieurs années, le pouvoir n'a cessé de rogner les acquis démocratiques, et le CAB3 accentue cette dérive autoritaire.

Les réunions de l'opposition ont été attaquées par les nervis du pouvoir. Des personnalités, comme Tendai Biti, à la tête du Forum pour la défense de la Constitution, ont été arrêtées.

Le maintien au pouvoir de Mnangagwa provoque de profondes divisions au sein de l'appareil d'État et fait peser un risque d'instabilité sur le pays. La seule issue réside dans la capacité des forces d'opposition, notamment du syndicat ZCTU, qui a joué un rôle majeur dans l'histoire politique du Zimbabwe, à se reconstruire et à proposer une alternative crédible.

Paul Martial

UKRAINE Pas de combat antiguerre sans soutien à la résistance

Portée par *Stop the War Coalition*, une des principales coalitions antiguerre au Royaume-Uni, la Conférence internationale contre la guerre s'est tenue à Londres le 20 juin 2026, sans aucune solidarité avec la résistance ukrainienne.

Les objectifs de cette conférence : s'opposer à la logique de guerre permanente du capitalisme contemporain, aux programmes de réarmement et à la militarisation en Europe ; renforcer la solidarité internationale et construire un mouvement antiguerre.

À ces objectifs légitimes, il manque la solidarité active avec la résistance ukrainienne. Notre camarade Snizhana Oleksun, présidente du Conseil de l'organisation socialiste démocratique ukrainienne *Sotsialnyi Rukh* (Mouvement social), le souligne dans sa lettre ouverte aux participantEs de la Conférence.

Elle regrette que cette conférence se tienne sans les syndicats combattifs, les organisations féministes, les collectifs socialistes et les réseaux d'entraide, alors que l'Ukraine est l'un des principaux terrains de guerre aujourd'hui. « Nos voix — celles de personnes qui résistent à l'impérialisme, qui défendent la justice sociale et qui vivent cette guerre au quotidien — sont absentes. »

La guerre en Ukraine est une guerre populaire

« Plus d'un million d'UkrainienNES servent dans les forces de défense ; des millions d'autres assurent le fonctionnement du pays : cheminotEs, infirmierEs, travailleurEs et travailleuseEs du secteur de l'énergie, enseignantEs, bénévoles. » Soutenir la société ukrainienne, c'est soutenir les luttes sociales qui se poursuivent malgré la guerre. « Nous



rejetons à la fois l'impérialisme et l'austérité. Nous luttons pour une Ukraine libre, démocratique et socialement juste. »

L'appel lancé lors de la conférence exhorte les personnes à « baisser les armes ». Snizhana remet en cause un pacifisme hors-sol : « Pour les travailleurs et travailleuses ukrainienNES, ce n'est pas une option. Si nous baissons les armes, nous sommes vaincuEs. » Cela revient à exiger leur capitulation face à l'occupation qui « apporte les fosses communes, les déportations, l'enlèvement d'enfants et la destruction de toute vie syndicale et civique indépendante ». Plus que jamais, contre l'agression russe, le peuple ukrainien a besoin de solidarité.

Des combats très intenses, sans percée décisive majeure

Les villes de l'arrière-front, Sloviansk, Kherson ou Kostiantynivka, subissent une pression continue de l'armée russe, qui poursuit son offensive d'être en payant un prix humain élevé. L'Ukraine mène une campagne de frappes en profondeur sur le

territoire de la Russie et dans les territoires occupés. En ciblant les bases aériennes, les ports militaires et les systèmes de défense antiaérienne, elle vise à accentuer la pression sur le Kremlin. Le bombardement des raffineries et dépôts pétroliers provoque des pénuries de carburant et montre au peuple russe que l'occupation et l'agression ont un coût durable. Depuis le début de l'année, l'armée ukrainienne cherche à isoler la Crimée pour affaiblir les capacités de projection russe vers le front sud. Frappée par les drones, les missiles de précision et les sabotages, elle n'est plus un « arriéré sécurisé ».

En Ukraine, la guerre accentue les difficultés économiques et sociales : inflation, menaces sur le droit du travail et 4,5 milliards de hryvnias de salaires impayés par les entreprises privées ou l'État lui-même. Cette situation affaiblit la défense du pays, sape le moral de la population et, comme l'explique un syndicat KVPV des mineurs de Lviv, elle « prive également de la possibilité d'aider plus de 800 employés de notre entreprise qui sont dans les forces armées ukrainiennes et auxquels les mineurs fournissent tout le nécessaire ». Comme l'écrit Snizhana Oleksun, « une défaite de l'Ukraine renforcerait les forces fascistes et autoritaires partout dans le monde ».

Elle ajoute : « S'opposer à l'envoi d'armes à l'Ukraine nous laisse sans défense. » Nous devons exiger une paix « juste » et non impériale, décidée dans le dos des UkrainienNES

Tunisie. Libérez Saadia Mosbah !

Le pouvoir tunisien continue sa descente aux enfers répressive et carcérale. Les procès et les peines de prison pleuvent : des dizaines d'années pour des procédures de « corruption » fabriquées de toutes pièces sur fond de théories complotistes, comme celle du « grand remplacement » par la population noire de Tunisie. Le pouvoir a lancé une campagne raciste qui a conduit à des pogroms, à des expulsions dans le désert, ainsi qu'à la répression des résistances et des soutiens.

Saadia Mosbah est une figure de cette lutte contre la négrophobie en Tunisie. Elle a été motrice pour mettre au jour la négrophobie et pour l'adoption de la loi de 2018 contre les discriminations raciales. Arrêtée il y a deux ans, elle vient d'être condamnée en appel à huit ans de prison « pour incitation à l'installation de migrants subsahariens » : condamnée pour solidarité, en utilisant les mêmes méthodes et la même rhétorique que l'extrême droite occidentale. Le pouvoir tunisien s'attaque à l'ensemble des militantEs des droits humains, en mobilisant tous les outils judiciaires et politiques à sa disposition, tout en se drapant dans la lutte contre l'impérialisme et contre Israël.

Liberté pour Saadia et tous les prisonnierEs politiques ! La solidarité n'est pas un crime.

Ashraf Yourchid

et contre leurs droits politiques et sociaux.

Groupe d'intervention Solidarité Ukraine du NPA-A

ÉTATS-UNIS Les succès de Zohran Mamdani

Six mois après son élection, Mamdani fait avancer son programme et aide à faire élire des candidatEs DSA au Congrès.

Zohran Mamdani, 34 ans, maire de New York, membre des *Democratic Socialists of America* (DSA), entré en fonction le 1^{er} janvier 2026, a déjà fait avancer son programme et s'est imposé comme un faiseur de rois. Il avait fait campagne en promettant la garde d'enfants universelle, la baisse des loyers et la gratuité des bus. Il n'a pas tout obtenu, mais il est en bonne voie. Dans le même temps, il a dominé les récentes élections à New York.



Zohran Mamdani par CYRIELLE L. A.

Engagements tenus

Mamdani a réussi à construire un partenariat avec la gouverneure de l'État de New York, Kathy Hochul, pour débloquer 73 millions de dollars en faveur d'un programme de garde pour les enfants de 2 ans. Celui-ci devrait bientôt atteindre 425 millions de dollars, permettant de prendre en charge 12 000 enfants, et il couvrira tous les enfants éligibles d'ici quatre ans. Il a aussi instauré un gel sans précédent des loyers pour environ un million d'appartements new-yorkais à loyers régulés. Mais Mamdani n'a pas obtenu de l'État de New York un soutien financier suffisant pour mettre en place la gratuité des transports publics, qui reste son objectif.

Le maire a appelé à l'abolition de l'agence fédérale *Immigration and Customs Enforcement*

(ICE) et renforcé les politiques de « ville sanctuaire » en interdisant aux agences municipales de coopérer avec l'ICE.

Mamdani, lui-même musulman, s'est également exprimé avec force contre l'antisémitisme et l'islamophobie. Il a été injustement accusé d'antisémitisme par 600 rabbins juifs et par les médias conservateurs pour avoir déclaré que l'*American Israel Public Affairs Committee* (AIPAC), le groupe de pression sioniste, est « un monstre » qui tente de contrôler la législation. Il est aussi personnellement victime d'attaques islamophobes, comme celle du sénateur de l'Alabama Tommy Tuberville, qui a publié une photo de Mamdani à côté de l'attaqué terroriste contre les tours jumelles du 11 septembre, avec la légende : « L'ennemi est à l'intérieur des murs. »

Des succès électoraux spectaculaires

Dépassant les attaques personnelles et politiques, Mamdani a utilisé son influence politique et la remarquable capacité de mobilisation des DSA pour remporter des victoires spectaculaires lors des récentes primaires démocrates à New York. Il a soutenu pour le Congrès Brad Lander, ancien rival dans la course à la mairie et ancien contrôleur des finances, qui avait été le plus haut responsable juif de l'administration new-yorkaise. Lander a battu le sortant Dan Goldman, soutenu par le lobby israélien.

Les autres candidates au Congrès soutenues par Mamdani, toutes deux membres des DSA et quasiment inconnues, ont également gagné. Claire Valdez, 36 ans, élue à l'Assemblée de

l'État, et Darializa Avila Chevalier, 32 ans, militante étudiante, ont toutes deux battu de puissants rivaux progressistes. Valdez a battu Antonio Reynoso, président de l'arrondissement de Brooklyn, et Chevalier l'a emporté face au représentant Adriano Espaillat, influent président du *Congressional Hispanic Caucus*. Après leur victoire aux primaires, ces candidates sont quasiment assurées d'être élues au Congrès, compte tenu de la faiblesse notoire du Parti républicain à New York. Mamdani et son équipe ont battu des responsables démocrates installés de longue date, des progressistes soutenus par le *Working Families Party* et des candidatEs appuyés par la bureaucratie syndicale. Les victoires de Mamdani et des DSA ont secoué le Parti démocrate local, mais aussi les progressistes de la ville.

« Ces victoires prouvent que les socialistes démocratiques construisent une coalition gagnante », a déclaré Grace Mausser, coprésidente des DSA de New York. « Alors que l'establishment démocrate et les fascistes MAGA ignorent les besoins des travailleuses et travailleurs, les socialistes démocratiques s'adressent à une base électorale toujours plus large qui exige la fin de la guerre, l'abolition de l'ICE, la taxation des riches et la conquête d'un système de santé universel. »

La question est de savoir si l'influence de Mamdani, ainsi que la politique et la capacité d'organisation des DSA, peuvent réellement dépasser New York et peser sur le Parti démocrate au niveau national, dominé par des politiciens professionnels modérés et les donateurs des grandes entreprises. Mamdani et les DSA peuvent-ils atteindre le cœur du pays ?

Dan La Botz

ANTIRACISME Crimes policiers, réponses militantes

Samedi 27 juin se tenait la commémoration des trois ans de l'assassinat de Nahel Merzouk. Après trois longues années de disqualifications médiatiques, politiques et juridiques du meurtre de l'enfant, sa famille continue de porter son combat tandis qu'en parallèle les crimes policiers n'ont fait que s'intensifier.

Dès 2023, Emmanuel Macron qualifiait la mort de Nahel de fait « inexplicable ». Nous savons pourtant qu'elle est la conséquence directe d'un racisme structurel imbriqué dans le capitalisme. En dépit des tentatives politico-médiatiques de voiler la mise à mort des enfants racisés derrière l'image d'une « police débordée », nous continuons d'affirmer qu'il s'agit d'un produit direct du capitalisme racial.

Justice et vérité

La Cour de cassation — saisie par le parquet général — a récemment annulé la qualification de la cour d'appel de Versailles qui faisait du meurtre de Nahel une « violence ayant entraîné la mort sans intention de la donner ». L'annulation de cette requalification est une victoire partielle. La consubstantialité entre racisme systémique et économie capitaliste débouche sur l'accroissement des violences sur les corps racisés.

C'est au cœur de ce système que va être débattue la loi sur la présomption de légitime défense pour les « forces de l'ordre », le mardi 7 juillet à l'Assemblée nationale. Les Républicains proposent une inversion de la charge de la preuve, considérant que les policiers possèdent une présomption de légalité

Trois ans après l'assassinat de Nahel Merzouk, les crimes policiers continuent de frapper, en particulier les jeunes racisés des quartiers populaires. Face à l'impunité, aux offensives sécuritaires et aux tentatives d'effacement, les familles et les collectifs construisent des réponses militantes, solidaires et antiracistes.



des tirs et qu'il appartiendra au procureur — soit aux familles des victimes — de démontrer la non-légitimité du tir mortel. Une proposition qui démontre de nouveau la capacité des institutions à augmenter ou négocier les degrés de violences et d'injustices, mais aucunement à les abolir.

« 1 euro contre les violences policières »

Face à une critique radicale du système dans lequel nous évoluons, nous devons être à même de fournir un horizon révolutionnaire couplé à des réponses immédiates capables de se constituer comme des formes de justice alternative. La levée de fonds « 1 euro contre les violences policières », portée par Œil au beurre noir, propose l'édification d'une solidarité alternative qui puisse permettre aux familles de n'avoir à supporter aucun frais — juridiques, psychologiques, d'enterrement... —

à la suite de l'assassinat d'un proche. En approchant le stade des 90 000 euros, ces fonds permettront matériellement d'alléger la charge financière des familles et, symboliquement, de proposer des contre-modèles de justice et de solidarité dans l'attente d'une société radicalement différente.

Une solidarité immédiate, pour une révolution à venir

Au début du mois de juin, l'enquête du média Basta! recensait

déjà vingt-deux personnes décédées au cours d'une « mission des forces de l'ordre », indice de la recrudescence de ces violences depuis plus d'une décennie. D'après l'enquête, la moitié des victimes ont moins de 27 ans et plus de 57 % ont été tués par l'usage d'une arme à feu.

Face à ces crimes, nous ne pouvons nous permettre de faire l'économie d'une échelle d'action entre le modèle court-termiste et les propositions révolutionnaires de long terme. En conséquence, nous devons nous efforcer de poursuivre des travaux militants rigoureux qui préparent le terrain de la révolution tout en proposant des modèles de solidarités alternatives.

À l'aube des élections présidentielles, nous devons prendre conscience des processus de marginalisation politico-médiatique que vont subir ces thématiques et nous devons continuer de nous constituer en écho médiatique et en alliés palpables des familles endeuillées.

Sara Laska

Justice pour Adama, dix ans de combat

Dix ans après la mort d'Adama Traoré à la suite de son interpellation par les gendarmes, sa famille et le Comité Adama poursuivent le combat pour la vérité et la justice. Une marche est appelée samedi 4 juillet, à partir de 13 h, au départ de la gare de Persan-Beaumont. Face à l'impunité policière, cette mobilisation reste un rendez-vous central pour toutes celles et ceux qui refusent que des jeunes meurent entre les mains des forces de l'ordre.

La rédaction

GÉOPOLITIQUE

G7, l'ordre impérialiste sous direction Trump

Réuni sous l'ombre portée de Donald Trump, le G7 a surtout confirmé l'alignement des puissances occidentales sur les intérêts stratégiques et énergétiques étatsuniens. Derrière les déclarations de principe, ce sommet dessine une coopération impérialiste renforcée, toujours construite sur le dos des peuples.

« I am the boss », déclarait Donald Trump en ouverture du G7. Il aurait pu le répéter lors de la réunion de clôture tant ce sommet fut aligné sur les intérêts stratégiques et énergétiques étatsuniens.

Déclarations lénifiantes et silences assourdissants

En plus de la déclaration centrale, géopolitique, le G7 débouche sur la signature de huit déclarations de principes sur : la lutte contre le cancer, la nécessaire « réponse coordonnée à l'épidémie d'Ebola », des « partenariats internationaux mutuellement bénéfiques », les « chaînes d'approvisionnement en minerais critiques » (comprendre : le « découplage » des économies industrialisées vis-à-vis de la Chine), « une croissance plus équilibrée, durable et résiliente », le « trafic de migrants », « les trafics de drogue » et « un espace numérique plus sûr pour les mineurs ». Le dérèglement climatique et la baisse de la biodiversité sont les grands absents de cette litanie dominante du monde merveilleux des dominantEs. Évidemment, nulle part il n'est question de levée de la propriété privée sur les médicaments, de sortie des fossiles ou

de satisfaction des besoins sociaux...

La déclaration géopolitique condense les éléments centraux discutés lors de ce G7 : l'Ukraine, le Moyen-Orient et la zone indo-pacifique, pour laquelle elle valide la présence militaire étatsunienne et énonce les poncifs habituels sur la Corée du Nord et ses armes atomiques.

Accord géopolitique sur le dos des peuples

Sur l'Ukraine, elle affirme : « Nous, les dirigeants du G7, sommes unis dans notre soutien indéfectible à l'Ukraine pour la défense de sa liberté, de sa souveraineté et de son intégrité territoriale », et promet à la fois d'accroître les livraisons — et la production sur place — de défense antiaérienne et de missiles de longue portée, et de rétablir les sanctions contre la Russie concernant le gaz et le pétrole, levées pendant la fermeture du détroit d'Ormuz. Les pays ont également trouvé un accord sur la reconstruction des infrastructures énergétiques...

Le sommet aura été l'occasion de valider le narratif de Trump quant au « magnifique » accord signé avec l'Iran : « L'annonce d'un accord entre les États-Unis et l'Iran, obtenu

sous la conduite ferme ("strong leadership"...) du président Donald Trump (...) offre une occasion historique d'empêcher que l'Iran acquiert l'arme nucléaire. » Soutien apporté alors que les détails de l'accord ne sont pas fixés et que celui-ci, en actant d'ores et déjà de nombreux reculs pour l'administration étatsunienne, signe l'échec de la guerre menée par les États-Unis. Quelle que soit l'issue des négociations autour de l'accord États-Unis-Iran, il faudra se faire une place dans la reconstruction du pays et donc soigner aujourd'hui sa relation avec l'impérialisme étatsunien. C'est ce que la France a tenté de faire en mettant en avant la « mission Ormuz » qu'elle codirige avec le Royaume-Uni.

Sur le Liban, le texte affirme son soutien — vœux pieux — à l'intégrité territoriale du Liban (sic), à un cessez-le-feu « robuste » (re-sic), mais comme moyen pour permettre le désarmement du Hezbollah... Il dénonce les « violences » en Cisjordanie et promet plus d'aide humanitaire à Gaza. Bien sûr, le texte ne mentionne jamais l'État d'Israël... Ainsi, selon Macron, ce sommet « a été un moment d'unité, de discussion de qualité et de vraie coopération entre les dirigeants qui se retrouvaient ici. Ce sommet, en effet, nous a permis de nous coordonner de manière très étroite pour répondre aux crises et de travailler aux grands défis de notre temps ». Une si belle entente ne peut que nous faire frémir, car elle se fait toujours sur le dos des peuples...

William Donaura

CONDITIONS DE TRAVAIL

Canicule à Transdev : « Est-ce qu'ils attendent un drame ? »

Les salariéEs exposés à la canicule en première ligne paient le prix de l'impréparation et du mépris. Entretien avec Hayatte Rtili, déléguée syndicale CFTD chez Transdev à Villepinte, sur la situation des conducteurEs de bus en alerte rouge.

Peux-tu nous expliquer la situation chez Transdev pendant la canicule ?

Nous sommes en alerte rouge canicule, cela avait été annoncé depuis longtemps, mais la direction n'a pas pris le sujet au sérieux. J'ai envoyé plusieurs mails, j'ai alerté, mais sans réponse, comme d'habitude. Le premier problème, ce sont les bus sans climatisation. La direction dit qu'il y en a 17. C'est faux : j'ai reçu de nombreuses alertes de conducteurEs, avec les numéros de bus concernés. Il y en a clairement plus. Quand on le signale, on nous répond que les chauffeurEs ne savent pas mettre la clim. On nous prend pour des andouilles.

Et pour l'eau ?

Là aussi, c'est n'importe quoi. Il n'y a pas de distribution d'eau partout. Ils passent à certains terminus, mais pas à tous, et toutes les lignes ne passent pas par les mêmes endroits. À Aulnay-sous-Bois, ils disent qu'il y a une fontaine, mais elle ne fonctionne pas. Nous l'avons signalé. Dimanche, nous nous sommes déplacés : il n'y avait pas de distribution d'eau de 11 heures à 15 heures. Nous avons des vidéos datées. Donc quand la direction affirme que tout est organisé, ce n'est pas vrai.

Les conducteurEs peuvent prendre des pauses ?

Ils disent qu'exceptionnellement les conducteurEs peuvent prendre des « pauses fraîcheur ». Mais une pause fraîcheur, il faut pouvoir la prendre dans un endroit climatisé, à l'ombre, pas dehors en plein cagnard. Sinon, ce n'est pas une vraie pause.

Quand les salariéEs sont au bord du malaise, ils appellent la régulation pour exercer leur droit de retrait. Et là, on les intimide pour les dissuader. On leur dit qu'ils ne seront pas payés, que leur droit de retrait n'est pas justifié. Mais comment un responsable, depuis son bureau climatisé, peut-il juger cela ? Il n'est pas sur la ligne, il n'est pas dans le bus, il ne subit pas la chaleur.

C'est donc aux salariéEs d'évaluer le danger ?

Exactement. Nous sommes en alerte rouge. Si les salariéEs sentent qu'ils sont en danger, ils doivent pouvoir exercer leur droit de retrait. On a vu récemment un accident à la RATP : un chauffeur a fait un malaise et le bus a foncé dans un arbre. Est-ce qu'ils attendent un drame ? Nous, on alerte, mais ils ne nous prennent pas au sérieux. L'inspection du travail s'est déplacée. La direction lui a dit qu'elle allait faire le nécessaire. Mais rien n'a été fait. Nous avons même proposé d'aider à distribuer de l'eau : ils ont refusé, en disant qu'ils avaient assez de managers et d'agents de médiation. Pourtant, sur le terrain, il n'y avait rien partout. On ne peut pas laisser les salariéEs comme ça. C'est inhumain.

Il faudrait un soutien extérieur ?

Oui. Transdev se dit qu'ils n'ont personne en face d'eux, qu'ils peuvent ne rien faire. Notre syndicat a écrit à Valérie Pécresse et au préfet, parce que cela ne concerne pas que notre réseau. Île-de-France Mobilités et la région ont leur part de responsabilité. Valérie Pécresse a fait n'importe quoi avec le découpage et la privatisation des réseaux. On ne peut pas nous laisser comme ça. Il y a déjà eu plusieurs malaises, avec intervention des pompiers. Et il y a aussi le cas d'un intérimaire : il a demandé une pause parce qu'il ne se sentait pas bien. Le lendemain, on l'a mis en fin de mission. Le message est clair : il ne faut pas ouvrir sa bouche, sinon c'est dehors.

Propos recueillis par Alex Bachman

MÉGA CANAL « Dès que les promoteurs savent qu'un projet n'est pas justifiable, ils maquillent cela en écologie »

Entretien avec deux militantEs du collectif Méga Canal non merci, Claire (SUD Rail) et Valentin (Soulèvements de la Terre)

Quel est le projet du Méga Canal ?

Claire : Il s'agit de relier les grands ports du Nord au bassin parisien, pour que les marchandises arrivées à Rotterdam, Anvers ou Amsterdam puissent redescendre par voie fluviale jusqu'à Paris. Le projet repose sur l'hypothèse d'une croissance de 1,6% et d'une augmentation massive du transport de marchandises à travers l'Europe. C'est important pour répondre à l'argument des camions. En réalité, c'est un aquarium en béton entre les ports du Nord et le bassin parisien, implanté sur un territoire qui n'en bénéficiera pas mais en subira tous les impacts négatifs.

Un aquarium en béton implanté sur un territoire qui n'en bénéficiera pas mais en subira tous les impacts négatifs

Valentin : C'est un modèle économique et un projet commercial pensé dans les années 1990, pour et par la mondialisation. L'objectif n'est pas de relocaliser, mais d'augmenter les échanges entre Paris et les grands ports du Benelux, tout en soutenant le BTP et l'agro-industrie. C'est la pensée magique néolibérale : faute de croissance, l'infrastructure créerait la demande, voire l'offre. Comme une autoroute, elle ne fait pas vivre les villages alentour. C'est le projet de Xavier Bertrand, qui prétend faire ainsi relever la tête aux Hauts-de-France.

C. : Il faut insister sur le gigantisme du projet. Ce n'est pas un canal comme les autres : c'est, comme le dit Xavier Bertrand, « le chantier du siècle ». Dix fois le tunnel sous la Manche, 3000 hectares d'emprise de terres — soit la superficie de Lille —, avec des espèces protégées impactées, et un pompage dans l'Oise pour l'alimenter et compenser les pertes d'eau. C'est aussi une réserve d'eau équivalente à 22 fois Sainte-Soline, retenue par une digue de 40 mètres de haut, soit un immeuble de 14 étages. Et, en largeur, le canal représente trois à quatre fois une autoroute.

L'implantation de deux entreprises à Languuevoisin-Quiquery — production d'engrais et recyclage de déchets amiantés —, vous la voyez comment ?

Valentin : C'est une ressource en eau qui va être utilisée, comme pour le data center de Cambrai, qui tirera son eau du canal. Le canal draine tout ce qui est dégueulasse. Derrière Fertighy, l'usine d'engrais, ce



DR

qui se cache, c'est la vision des Hauts-de-France comme territoire destiné à servir, avec une population habituée à être maltraitée et à laquelle on impose des projets pourris.

Dix fois le tunnel sous la Manche, 3000 hectares d'emprise de terres

C. : Les 3200 hectares d'emprise représentent la plus grande opération de remembrement jamais connue dans la région. Une fois ces terres accaparées, il devient plus facile de justifier l'implantation d'usines chimiques ou liées à l'amiante. Le méga-canal facilite ainsi l'extension de la logistique sur les terres agricoles, avec des autorisations qu'ils n'auraient pas obtenues sans lui.

On nous présente ce projet comme écologique, parce que « le fluvial serait mieux que la route »...

C. : C'est un méga-mensonge, car le canal va en réalité apporter plus de camions. On imagine que ceux de l'A1 vont passer sur des péniches, mais ce n'est pas cela, le « million de camions en moins » : cela signifie qu'il y en aurait 8 millions de plus sur les routes si la croissance était de 1,6%. Or les statistiques montrent que, depuis 2008, le transport de marchandises n'augmente plus. L'argument du report modal est donc faux, car il repose sur une projection erronée.

L'argument du report modal est faux: le canal ne va pas concurrencer le camion, mais le fret ferroviaire

Ensuite, on ne transporte pas la même chose par camion que par bateau : les camions transportent plutôt des conteneurs, le fluvial plutôt du vrac. Or le container n'est rentable que s'il est empilé sur trois étages, ce que le méga-canal ne permet plus. Ils y ont renoncé il y a un ou deux mois, sinon il aurait fallu rehausser tous les ponts, notamment le pont Solférino, pour laisser passer les méga-péniches.

Il ne va donc pas concurrencer le camion, mais le fret ferroviaire. Et, aux abords du méga-canal, le développement d'entreprises entraînera des camions en plus sur les routes, puisqu'elles seront reliées au réseau routier.

V. : Ce discours de greenwashing, on le retrouve partout, comme pour l'A69 ou les mégabassines : ces projets seraient censés répondre au dérèglement climatique. Dès que les promoteurs savent que ce n'est pas justifiable, ils maquillent cela en écologie. Même eux reconnaissent que le canal augmentera le nombre de camions : moins que sans lui, disent-ils, mais ce sera bien une augmentation.

Où en est le projet ?

C. : Les travaux préparatoires ont commencé en 2022 avec la grande écluse de Montmacq. Ils anticipent même sur des portions du trajet qui ne sont pas encore concernées, où ils ont déjà coupé les arbres. Aujourd'hui, moins de 1% des travaux ont commencé, mais on sent une fuite en avant : la volonté de mettre l'opposition devant le fait accompli et de signer les marchés. Car, une fois les engagements pris, il y aura des indemnités à verser aux entreprises.

On sent une fuite en avant: la volonté de mettre l'opposition devant le fait accompli et de signer les marchés

V. : Le pont-canal, de mémoire, c'est pour Bouygues, et des écluses pour NGE, l'entreprise de l'A69. La Cour des comptes et le Conseil d'orientation des infrastructures disent que ce n'est pas viable. Les travaux commencent alors que la seule structure à porter le canal, c'est la région Hauts-de-France via la SCSNE, présidée par Xavier Bertrand. Pour la Cour des comptes, le coût est passé de 3 à 7, voire 10 milliards d'euros. Et le projet MAGEO, qui doit relier l'Oise à la Seine, n'est pas financé.

2026 est une année charnière : l'objectif, c'est de mettre le sujet à l'agenda régional et national. C'est censé être « le chantier du siècle », mais personne n'en entend parler. Donc on essaie de le rendre visible politiquement.

Quels sont les enjeux et les objectifs de la mobilisation des 9-12 juillet prochains ?

C. : La mobilisation vise à rendre visible ce projet que Xavier Bertrand souhaite faire passer à bas bruit. Il y a quatre rapports officiels, tous très critiques, et le budget n'est toujours pas bouclé.

L'idée, c'est donc : venez, on arrête ça maintenant. D'autant que, alors que le fret ferroviaire a été démantelé sur l'ensemble du territoire, des infrastructures existent déjà : c'est plutôt le moment de les rénover. Depuis la mobilisation d'octobre, on sent un tournant. Ça va être une méga-mobilisation : en vérité, même nous, on risque d'être dépassés par l'ampleur du truc.

Ça va être une méga-mobilisation: en vérité, même nous, on risque d'être dépassés

V. : Il y aura un village associatif, avec des animations, des stands et un marché de créateurEs. Tout le monde peut venir, en mode tranquille ou plus déterminé, y compris pendant la manifestation, avec un cortège familial et un cortège plus déter. Il y a aussi un enjeu important : ce canal est situé dans un territoire bouffé par l'extrême droite. C'est un de ces projets décidés par en haut, qui considèrent les gens comme des abrutis. À force, on voit ce que ça donne : on décide pour elles et eux et, encore une fois, c'est un projet qui va les mettre dans la misère. Lutter contre cela, en construisant des alternatives, c'est faire œuvre d'antifascisme.

Propos recueillis par notre correspondant local



L'image de la semaine



Suis-nous

linktr.ee/lanticapitaliste

[lanticapitaliste.org](https://www.lanticapitaliste.org)
[NPALanticapitaliste](https://www.youtube.com/channel/UCNPALanticapitaliste)
[lanticapitaliste](https://www.instagram.com/lanticapitaliste)
[Lanticapitaliste](https://www.facebook.com/Lanticapitaliste)
[anticapitaliste.presse](https://www.facebook.com/anticapitaliste.presse)
[lanticapitaliste](https://www.tiktok.com/@lanticapitaliste)



Retrouve-nous

Sur notre chaîne YouTube L'Anticapitaliste, le média du NPA : vidéos, émissions, reportages, entretiens sur l'actualité des luttes avec celles et ceux qui les font !

Découvre notre presse

Profite de notre promotion d'essai :

12 € = 3 mois d'hebdo

ainsi qu'un numéro cadeau de notre revue mensuelle

l'Anticapitaliste la revue

Le n°174-175 est disponible

Pour te le procurer, tu peux envoyer un chèque de 4,50 euros à l'ordre de NSPAC à :

l'Anticapitaliste,
2, rue Richard-Lenoir,
93108 Montreuil
cedex.



Abonne-toi



Soutiens la presse anticapitaliste et reçois l'Anticapitaliste chez toi le vendredi !

Découvre toutes nos offres d'abonnement sur notre site (6 mois, 1 an ou à durée libre).

Contacte-nous

Pour faire remarques et observations, envoyer des photos ou des articles, écris-nous à : redaction@npa2009.org

Dis-nous

Un problème avec ton abonnement ?

Il arrive trop tard dans ta boîte ? Fais-le nous savoir à : diffusion@lanticapitaliste.org